

## La Société de Participations Financières luxembourgeoise

La Société de Participations Financières luxembourgeoise, communément appelée « SOPARFI », est la société de droit commun luxembourgeoise. Elle est reconnue par les investisseurs internationaux pour être un véhicule d'investissement flexible grâce à son champ d'activités étendu et son régime fiscal favorable.

### En bref

- ▶ Soumise à un impôt global de 29.22% sur son revenu, ainsi qu'à l'impôt sur la fortune de 0.5% ;
- ▶ Eligible au régime mère-filiales pour (i) l'exonération fiscale des dividendes, bonis de liquidation et plus-values, (ii) l'exonération de retenue à la source sur les dividendes versés ainsi que (iii) pour l'exonération des participations éligibles de la base imposable de l'impôt sur la fortune;
- ▶ Bénéficie des Directives Européenne et du large réseau de conventions fiscales contre les doubles impositions signées par le Luxembourg ;
- ▶ Utilisée pour divers schémas d'investissements, i.e. détention et financement de participations, acquisitions de biens immobiliers, acquisition et détention de droits de propriétés intellectuelles, etc.

### 1. Aspects juridiques

En tant que société de capitaux, la SOPARFI peut adopter diverses formes juridiques : société anonyme ("SA"), société à responsabilité limitée ("SARL"), société en commandite par actions ("SCA") et société européenne ("SE"). Toutefois, en pratique, la SOPARFI revêt généralement la forme d'une SA en raison de la souplesse de son fonctionnement.

La SA doit répondre aux critères suivants :

- ▶ Avoir au minimum un actionnaire, personne physique ou personne morale. Aucune condition de nationalité ou de résidence n'est requise ;
- ▶ Tenir chaque année une assemblée générale des actionnaires à son siège statutaire, à la date indiquée dans ses statuts ;
- ▶ Etre administrée par un conseil d'administration composé d'au moins trois membres (ou un seul membre en cas de SA unipersonnelle) ou par un collège formé d'un directoire et d'un conseil de surveillance ;
- ▶ Confier la surveillance de ses comptes à un commissaire aux comptes ou à un réviseur d'entreprises si certains critères de taille sont atteints ;
- ▶ Avoir un capital minimum d'au moins 31.000 euros ;
- ▶ Emettre des actions nominatives, au porteur ou dématérialisées.

## 2. Champ d'activités

La SOPARFI a un large champ d'activités. Elle peut :

- ▶ Détenir des titres dans des sociétés résidentes ou non-résidentes ;
- ▶ Acquérir, vendre ou exploiter des droits de propriétés intellectuelles ;
- ▶ Acquérir des titres dans des sociétés à prépondérance immobilière ou détenir directement un immeuble ;
- ▶ Exercer tous types d'activités industrielles ou commerciales.

Il est à noter que l'exercice de toute activité commerciale ou industrielle en dehors du cadre « intragroupe » doit faire l'objet d'une autorisation préalable d'établissement auprès du Ministère des classes moyennes.

### 3. Aspects fiscaux

#### 3.1 Impôt sur le revenu des collectivités et impôt commercial communal

La SOPARFI est soumise à l'impôt sur le revenu des collectivités et à l'impôt commercial communal au taux global de 29,22% (= 22,47% + 6,75%).

Impôt sur le revenu des collectivités (IRC)		Impôt commercial communal (ICC)	
Revenu imposable inférieur à EUR 15.000	21%	<b>Calcul du taux d'ICC</b> Ratio de 3% multiplié par le multiplicateur communal applicable selon la localité de la SOPARFI  <b>Pour Luxembourg ville : 6,75% (3% x 225%)</b>	
Revenu imposable supérieur à EUR 15.000	22,47%		

Toutefois, les dividendes et bonis de liquidation reçus par la SOPARFI ainsi que les plus-values réalisées sur la cession de titres peuvent être entièrement exonérés sur base du régime mère-filiales si les conditions requises sont remplies.

#### Régime mère-filiales pour dividendes / bonis de liquidation reçus et plus values sur cessions de titres

- ▶ Seuil de détention: au moins 10% ou prix d'acquisition de 1,2 million euros (pour dividendes et bonis de liquidation) et 6 millions euros (pour les plus values) ;
- ▶ Période de détention: au moins 12 mois (ou engagement de détenir) ;
- ▶ Filiale: société résidente pleinement imposable ; ou société de l'UE ; ou société hors UE mais soumise à un impôt sur le revenu d'au moins 10,5%.

### Exemple pratique illustrant l'application du régime mère-filiales

Le 15 juin 2010, la SOPARFI acquiert 75% des titres d'une société française pour un prix d'acquisition de 600.000 euros.

Le 1 septembre 2010, la SOPARFI perçoit un dividende de 100.000 euros de sa filiale française.

Le 15 janvier 2011, la SOPARFI vend 65% des titres de sa filiale française pour 900.000 euros

- ▶ Le dividende est exonéré à condition que la SOPARFI détienne au moins 10% des titres de sa filiale française jusqu'au 15 juin 2011
- ▶ La plus-value réalisée est entièrement exonérée à condition que la SOPARFI détienne jusqu'au 15 juin 2011 les 10% restants.

Afin de lutter contre les effets de la crise financière, le gouvernement luxembourgeois a introduit un impôt minimum à charge des sociétés luxembourgeoises. En effet, les sociétés luxembourgeoises dont les actifs sont composés pour plus de 90% d'avoirs financiers (c.à.d. participations, titres, liquidités) sont soumises à une imposition minimale forfaitaire, s'élevant annuellement à 3.210 euros (i.e. incluant la cotisation pour le fond pour l'emploi de 7%) et cela à partir du 1 janvier 2013. Pour les sociétés luxembourgeoises ne remplissant pas ce critère, un impôt minimum progressif s'élevant annuellement entre EUR 535 et EUR 21.400 (i.e. incluant la cotisation pour le fond pour l'emploi de 7%) est dû et est déterminé selon le total du bilan de clôture de l'année d'imposition.

### 3.2. Retenues à la source

Les dividendes distribués par la SOPARFI à ses actionnaires sont en principe soumis à une retenue à la source de 15%, éventuellement réduite (i) sur la base des conventions fiscales contre les doubles impositions conclues avec le(s) pays des actionnaires ou (ii) sur la base du régime mère-filiale dont les conditions sont détaillées ci-dessous.

En effet, ces dividendes peuvent bénéficier d'une complète exonération de retenue à la source si les conditions dudit régime sont remplies.

#### Régime mère-filiales pour dividendes distribués

- ▶ Seuil de détention: au moins 10% ou prix d'acquisition de 1,2 million euros
- ▶ Période de détention: au moins 12 mois (ou engagement de détenir)
- ▶ Société bénéficiaire: société pleinement imposable résidente au Luxembourg / UE / EEE ou Suisse ainsi que société résidente d'un Etat avec lequel le Luxembourg a conclu une convention préventive de double imposition et qui est soumise à un impôt sur le revenu d'au moins 10.5%

Par ailleurs, il est à préciser qu'il n'y a pas de retenue à la source sur les intérêts payés par la SOPARFI à ses actionnaires (excepté dans le cas où la SOPARFI a fait un appel public à l'épargne), ni sur le boni de liquidation distribué aux actionnaires à la suite de la liquidation de la SOPARFI.

### 3.3 Droits de propriétés intellectuelles

Un régime fiscal particulier est octroyé aux revenus issus de certains droits de propriétés intellectuelles. Ainsi les revenus nets (c.-à-d. redevances et plus-values) provenant de brevets, de droits d'auteur sur des logiciels informatiques, de marques, de noms de domaines, de dessins ou de modèles sont exonérés d'impôt sur le revenu à hauteur de 80%, donnant lieu dès lors à une imposition effective de seulement 5,84%.

L'application de l'exonération partielle est cependant soumise aux conditions suivantes :

- ▶ Le droit de propriété intellectuelle doit avoir été acquis (ou créé) après le 31 décembre 2007 ;
- ▶ Les frais en relation directe avec les droits de propriétés intellectuelles doivent être activés, c.-à-d. enregistrés au bilan comme des actifs et ajoutés à l'assiette d'imposition au cours du premier exercice fiscal pour lequel ce régime fiscal est demandé, dans la mesure où les frais liés au droit de propriété intellectuelle sont supérieurs au revenu en question. Les frais incluent le prix d'acquisition ou le coût des matériaux utilisés pour créer les droits de propriété intellectuelle, les salaires payés aux employés qui ont développé le droit de propriété intellectuelle, etc.

Le droit de propriété intellectuelle ne peut avoir été acquis auprès d'une « société liée ». Le terme « société liée » est défini comme suit par la loi luxembourgeoise :

- ▶ une maison mère détenant une participation directe d'au moins 10 % du capital de la société qui acquiert le droit de propriété intellectuelle ;
- ▶ une filiale détenue directement à au moins 10% par la maison mère qui acquiert le droit de propriété intellectuelle ; ou
- ▶ une société sœur détenue par une société mère commune détenant au moins 10 % de la société sœur et de la société qui acquiert le droit de propriété intellectuelle.

L'acquisition d'un droit de propriété intellectuelle d'une société indirectement liée ou d'un actionnaire personne physique, n'est donc pas soumise à cette restriction.



### **3.4 Impôt sur la fortune**

La SOPARFI est soumise à un impôt sur la fortune de 0,5% prélevé sur sa fortune nette (c.à.d. actifs moins dettes) calculée le 1er janvier de chaque année. Toutefois, les participations détenues par la SOPARFI et éligibles au régime mère-filiales, les droits de propriétés intellectuelles qualifiants, ainsi que les biens immobiliers situés à l'étranger sont généralement exclus du calcul de la fortune nette.

### **4. Ratio d'endettement**

La loi fiscale luxembourgeoise ne contient aucune disposition relative au ratio d'endettement. En pratique cependant, les autorités fiscales luxembourgeoises exigent le respect d'un ratio dettes / fonds propres de 85 :15 pour toute acquisition de participation par un prêt intra-groupe rémunéré. Un endettement plus important peut être autorisé au cas par cas.

### **5. Aspects comptables**

La SOPARFI doit tenir une comptabilité régulière conformément à la loi sur les sociétés commerciales. Les comptes annuels, qui peuvent être exprimés en toutes devises, doivent comprendre un bilan, un compte de pertes et profits ainsi qu'une annexe aux comptes. Cependant, en pratique, la SOPARFI peut établir un bilan et un compte de pertes et profits abrégés, qui ne donnent pas d'informations détaillées sur les actifs et passifs.

Les comptes annuels dûment approuvés doivent être déposés auprès du Registre de Commerce et des Sociétés. La SOPARFI qui détient des filiales peut être contrainte à présenter des comptes consolidés en application de la loi du 11 juillet 1988 transposant la septième Directive européenne sur les comptes consolidés en droit interne. Toutefois, des exceptions au principe permettent généralement à la SOPARFI d'éviter l'établissement de tels comptes.

## 6. Services offerts par Experta Luxembourg

En tant que société fiduciaire d'expertise comptable et fiscale de la Banque Internationale à Luxembourg (BIL), Experta Luxembourg offre un service de qualité pour la mise en place de structures sociétaires et de planifications financières et successorales. Experta Luxembourg propose des solutions sur mesure à ses clients personnes physiques et morales ainsi qu'aux investisseurs institutionnels mettant en œuvre des techniques de planification internationales.

Experta Luxembourg assiste ses clients dans le cadre de la création et de la gestion des Sociétés de Participations Financières. Ces services comprennent l'élaboration d'une structure sociétaire à travers le Luxembourg, les formalités administratives lors de la création de la société ainsi que les aspects de gestion courante tels que les services de comptabilité, de fiscalité et de secrétariat.

Pour de plus amples informations, veuillez nous contacter au **+352 26.92.55-1** ou par e-mail [experta@experta.lu](mailto:experta@experta.lu).

Mars 2013

*L'objet de la présente fiche technique est de donner au lecteur un aperçu général des principales caractéristiques de la Société de Participations Financières. Aucune décision ne pourra être prise sans consultation préalable d'Experta Luxembourg, étant donné que le présent document ne couvre pas, à lui seul, tous les aspects inhérents à la constitution et au développement de Sociétés de Participations Financières. La présente fiche technique a un rôle purement informatif et ne peut en aucun cas être considérée comme un avis juridique ou fiscal.*

**Experta Corporate and Trust Services S.A.,**  
**Luxembourg**  
**Website:** [www.experta.lu](http://www.experta.lu)

**Address:** 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg  
**Phone:** +352 269 255 1  
**Fax:** +352 269 255 3366